

# Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2022

L'essentiel



L'édition 2022 de la publication **Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE** fait suite à près des trois années inédites et particulièrement éprouvantes pour l'économie du tourisme, et intervient dans un contexte d'incertitude autour d'une reprise qui avait pourtant commencé à s'enraciner. Elle livre une analyse de l'évolution du secteur et des mesures prises dans 50 pays Membres et pays Partenaires de l'OCDE à l'appui de la reprise ainsi qu'un examen des principaux défis qui se posent dans ce contexte et des perspectives qui s'offrent au tourisme.

## L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un forum au sein duquel les gouvernements comparent et échangent leurs données d'expérience, dégagent des bonnes pratiques à la lumière des enjeux qui se font jour, et promeuvent des décisions et des recommandations afin de produire des politiques meilleures pour une vie meilleure. La mission de l'OCDE consiste à promouvoir des politiques de nature à améliorer le bien être économique et social des populations partout dans le monde.

## Le Comité du tourisme de l'OCDE

Créé en 1948, le Comité du tourisme de l'OCDE sert d'enceinte pour l'échange de points de vues et le suivi des politiques publiques et des évolutions structurelles influant sur le développement du tourisme interne et international. Il œuvre en faveur d'une approche du développement économique durable du tourisme suivie à l'échelle de l'administration dans son ensemble.

Le rapport complet est accessible ici :  
[OECD Tourism Trends and Policies 2022](#)



OECD Publishing, Paris  
<https://doi.org/10.1787/a8dd3019-en>

©OCDE 2022

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



# Tendances et politiques du tourisme à l'heure de la reprise

Le secteur du tourisme reste profondément ébranlé par l'ampleur et la durée de la crise liée à la COVID 19. Au plus fort de la pandémie, l'activité touristique était quasiment au point mort partout dans le monde en raison des restrictions à la circulation des personnes. Cette situation, qui pèse encore sur la reprise, a montré à quel point le tourisme était vecteur de prospérité économique, d'emplois, de revenus et de bien être.

Avant la pandémie, le secteur du tourisme contribuait directement en moyenne à hauteur de 4.4 % au PIB, de 6.9 % à l'emploi et de 20.5 % aux exportations de services dans les pays de l'OCDE. Sous l'effet du choc sans précédent qu'a représenté la COVID 19, la contribution directe moyenne du tourisme au PIB a reculé de 1.9 point de pourcentage en 2020 par rapport aux chiffres enregistrés avant la pandémie dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, et la part du tourisme dans l'emploi total a baissé de 0.8 point.

Alors que l'économie du tourisme commençait tout juste à se redresser, la guerre menée par la

Russie en Ukraine a assombri les perspectives de reprise en tirant la croissance vers le bas et en exerçant des tensions sur les prix, sur fond de resserrement des marchés du travail. Dans ce contexte, les coûts des entreprises du tourisme augmentent alors que le pouvoir d'achat des touristes diminue.

Sous l'effet de la crise, le tourisme international s'est effondré. La fermeture des frontières internationales conjuguée à la mise en place de restrictions de déplacement ont fait chuter le nombre total d'arrivées de touristes internationaux en 2020 de 68 % dans les pays de l'OCDE (à 262 millions) et de 72 % au total dans le monde. La part du tourisme dans les exportations de services a été ramenée à 9.9 % en 2020 en moyenne dans les pays de l'OCDE, le tourisme représentant 0.77 USD de chaque dollar de recettes perdues au titre des exportations de services. La légère amélioration observée dans les pays de l'OCDE en 2021 (+16 %, à 303 millions d'arrivées) est supérieure à la hausse moyenne enregistrée à l'échelle mondiale (+9 %) et les données disponibles indiquent que cette tendance s'est maintenue en 2022.

## contribution directe moyenne du tourisme au PIB

### COVID-19

Le secteur du tourisme reste profondément ébranlé par l'ampleur et la durée de la crise liée à la COVID 19.



PIB

▼ 1.9 pp



Emploi

▼ 0.8 pp



Exportation de services

▼ 10.6 pp



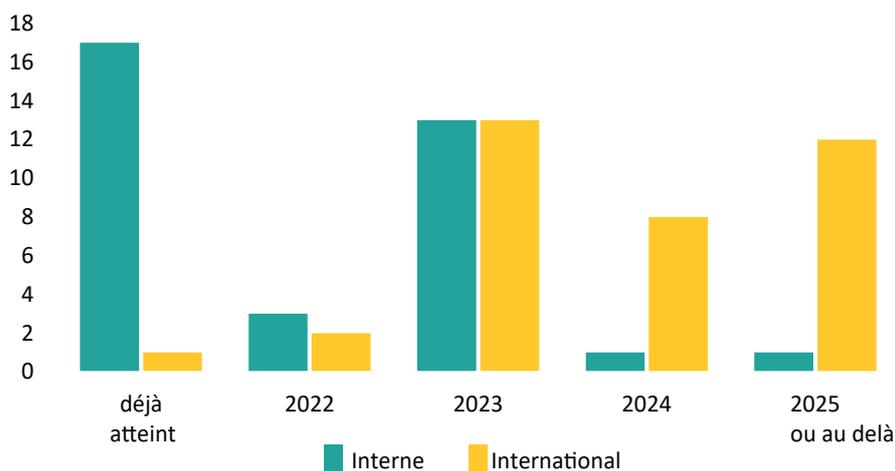
Ces chiffres sont basés sur les pays disposant de données pour 2020. La pandémie a également mis en évidence la nécessité de disposer de données plus intégrées, opportunes, comparables et granulaires pour la prise de décision.



Même s'il a aussi été fortement pénalisé par la pandémie, le tourisme interne a nettement mieux résisté. À la faveur de l'assouplissement, mi 2020, des restrictions locales et nationales, l'activité touristique interne a redémarré plus tôt que le tourisme international dans de nombreux pays. Le tourisme interne a ainsi sauvé de nombreux emplois et entreprises sans toutefois compenser le manque à gagner sur les marchés internationaux. En effet, en 2021, les voyages du tourisme interne avec nuitée restaient inférieurs de 19.1 % à leurs niveaux pré COVID dans les pays de l'OCDE ayant communiqué des données.

Dans bon nombre de pays de l'OCDE, la reprise a été plus franche en 2022. Près de la moitié des pays ayant répondu à une enquête de l'OCDE indiquent que les chiffres du tourisme dans son ensemble sont meilleurs que prévu en 2022. Mais cette reprise est inégale, ce qui signifie que dans la plupart des pays de l'OCDE le tourisme international n'a pas renoué en 2022 avec ses niveaux de 2019, et en est même parfois resté très éloigné.

## La reprise du tourisme devrait être plus longue



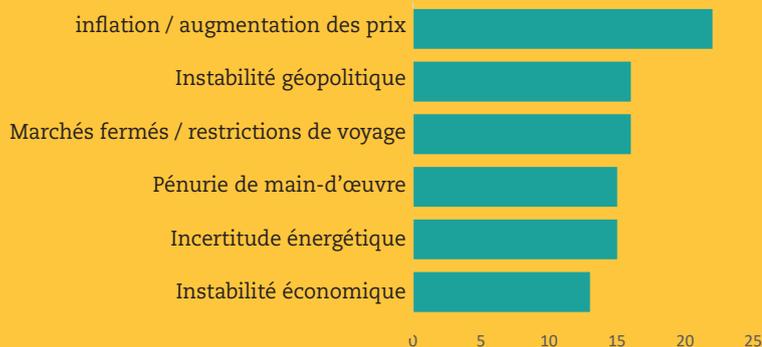
Les pays de l'OCDE s'attendent à :

- ◆ Une reprise nationale d'ici 2023
- ◆ Une reprise internationale complète jusqu'en 2025 ou au-delà

De manière générale, on table sur une reprise plus tardive que prévu dans de nombreux pays de l'OCDE, le redressement du tourisme interne n'étant attendu qu'en 2023 dans la plupart des pays et celui du tourisme international au plus tôt en 2025. Ce retard reflète les nombreux nouveaux défis auxquels le secteur est confronté, à l'heure où les effets de la pandémie se font encore sentir et où les pays attirent l'attention sur les conséquences des hausses de prix sur les entreprises du tourisme et le pouvoir d'achat

des touristes. L'insécurité économique, les restrictions énergétiques et les pénuries de main d'œuvre font également obstacle à la reprise. Parallèlement à la levée progressive des restrictions de déplacement, les incertitudes géopolitiques et les contraintes qui continuent de peser sur la mobilité en raison de la COVID 19 et de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine sont susceptibles de freiner davantage le redémarrage du tourisme dans certains pays.

## Les pays de l'OCDE voient de nombreux défis pour la reprise



Il appartient désormais aux pouvoirs publics de réussir à trouver le bon compromis entre les mesures à prendre à l'appui de la reprise et les objectifs stratégiques à long terme. Les priorités de l'action publique doivent porter sur ce qui est immédiatement nécessaire pour faciliter la reprise du tourisme, notamment regagner la confiance des consommateurs, rétablir la sécurité et la fluidité des déplacements, aider les entreprises touristiques fragiles, remédier aux pénuries de main d'œuvre et de compétences et faciliter l'investissement à l'appui de la reprise et d'un développement durable du tourisme. Il importe dans le même temps de mettre en œuvre une vision durable et à long terme pour le tourisme, appuyée par des stratégies et des plans d'action tournés vers l'avenir.

Les crises actuelles offrent une occasion de repenser le modèle du tourisme et d'en corriger les faiblesses structurelles. Des actions doivent être prises pour redéfinir l'avenir du tourisme en se détournant du modèle de croissance à tout prix pour mettre la filière sur la voie d'un avenir compétitif, durable, numérique, inclusif et résilient. Cela implique de bâtir des modèles touristiques qui profitent aussi aux populations locales, de diversifier l'offre touristique et les marchés et de renforcer la capacité des destinations à gérer le tourisme de manière durable. Pour mettre au point des modèles de ce type, il faut étoffer le socle de connaissances permettant de fonder les décisions sur des données factuelles, et assurer la coordination entre tous les niveaux de l'administration et avec le secteur privé, afin d'aboutir à des stratégies intégrées et souples pour l'avenir.

De nombreux pays de l'OCDE ont connu une forte reprise en 2022, mais celle-ci a été inégale.



“ Dans l'ensemble des pays de l'OCDE déclarants, les touristes internationaux en juillet 2022 étaient inférieurs de 20 % aux niveaux de juillet 2019. Toutefois, les touristes au Danemark, en Grèce, au Portugal et en Espagne ont dépassé les niveaux de 2019.



Dans la plupart des pays voisins de la Russie et de l'Ukraine, le nombre de touristes internationaux était inférieur d'au moins 30 % au niveau pré-pandémique en juillet 2022.



Dans la région Asie-Pacifique les touristes internationaux dans les pays de l'OCDE étaient au moins 40 % moins nombreux qu'en 2019.



## Renforcer la résilience dans l'écosystème du tourisme



Le tourisme est un secteur d'envergure mondiale qui repose sur l'efficience des déplacements et des interactions entre les individus et les chaînes de valeur mondiales. Cette particularité expose le secteur à des risques qu'il ne maîtrise pas et accentue les fragilités de l'écosystème touristique. Le secteur du tourisme est particulièrement morcelé et caractérisé par une forte interdépendance. Il exige beaucoup de main d'œuvre et se compose d'un grand nombre de petites entreprises qui interagissent avec des acteurs d'envergure mondiale. Face au caractère complexe et interdépendant de ce secteur, les décideurs publics doivent chercher des moyens d'en renforcer la résilience.

La pandémie de la COVID 19 et les retombées économiques de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ont mis au jour les faiblesses structurelles de différentes composantes de l'écosystème du tourisme, notamment des consommateurs, des entreprises, des destinations et des institutions. Pour aider le secteur du tourisme à faire face à de nouveaux chocs, à s'y adapter et à s'en relever, il faut améliorer sa résilience au moyen d'une approche systémique.

Renforcer l'écosystème du tourisme implique de mener des actions en faveur d'un tourisme plus durable et plus inclusif ; de diversifier les produits, les destinations et les marchés ; d'améliorer les conditions d'emploi dans la filière ; de préparer les entreprises du tourisme de toutes tailles, PME comprises, à faire face à de nouveaux chocs ; et faire en sorte que les administrations soient disposées à réagir rapidement et concrètement à toute évolution de la situation.



Le Japon crée et publie un guide pour l'introduction de la gestion des crises touristiques dans les gouvernements locaux et les opérateurs liés au tourisme.

### Le soutien requis par le COVID-19 a montré la vulnérabilité de toutes les parties de l'écosystème touristique

#### ENTREPRISES

- Garanties de paiement des employés
- Subventions ou aides aux entreprises
- Offre de main-d'œuvre, compétences et formation
- Prêts ou liquidités garantis par l'État



#### DESTINATIONS

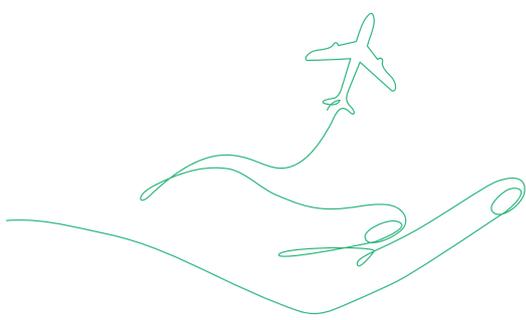
- Financement régional ou spécifique à une destination
- Fonds d'investissement
- Protocoles de santé et de sécurité

#### INSTITUTIONS

- Nouveaux canaux de communication officiels entre le gouvernement et le secteur privé
- Nouvelles collectes de données

#### CONSOMMATEURS

- Stimulation de la demande intérieure (bons de voyage/ marketing)
- Garanties aux consommateurs



Les nouveaux outils numériques offrent aux PME et aux décideurs publics un moyen de renforcer la résilience. Associée à l'accès au financement et au renforcement des capacités, la transformation numérique peut contribuer à favoriser l'innovation en entreprise, à accroître la diversification des produits et des marchés, et à fournir des données et des éclairages de meilleure qualité à l'appui de la prise de décision. Elle permet aussi aux décideurs publics de bénéficier de données plus finement ventilées sur le tourisme, qui les aident à réagir de façon plus souple et plus ciblée aux chocs, à élaborer des stratégies sur mesure de gestion des destinations et à instaurer des conditions d'activité propices à la réussite des PME.



En Irlande, la pression sur la main-d'œuvre s'est relâchée, les employeurs ayant augmenté les taux de rémunération et offert une plus grande souplesse dans les horaires de travail. Cette évolution a été facilitée par une campagne menée par les agences gouvernementales de tourisme et les organismes industriels.



La Commission européenne a utilisé les données disponibles pour développer un tableau de bord du tourisme européen mesurant les piliers environnementaux, numériques et socio-économiques, afin de surveiller la résilience du tourisme.

## Remédier aux faiblesses pour construire un écosystème touristique plus résilient

Améliorer les conditions pour promouvoir une main-d'œuvre qualifiée et inclusive



Remédier aux fragilités du côté de l'offre, en mettant l'accent sur les PME du tourisme



Systèmes de gouvernance intégrés, agiles et flexibles pour le tourisme



Des destinations touristiques diversifiées, robustes et stables



Renforcer les données, les informations et les indicateurs pour mesurer et surveiller la résilience du tourisme.



Pour œuvrer en faveur d'un tourisme plus robuste et plus résilient, les décideurs publics doivent s'attacher à :

1

**Mettre en place des systèmes de gouvernance du tourisme intégrés, anticipatifs et tournés vers l'avenir.** Les décideurs peuvent procéder à des activités de prospective et tester la résistance de la filière et de la réglementation future afin de mieux cerner et évaluer la résilience du tourisme. Sur cette base, ils peuvent concevoir des mesures préventives et innovantes applicables rapidement et efficacement.

2

**Offrir des conditions d'activité permettant aux PME de gagner en solidité et de tirer parti des transitions verte et numérique.** Les décideurs publics peuvent aider les entreprises à adopter les outils numériques, leur ouvrir plus largement l'accès au financement pour stimuler l'investissement, les accompagner en cas de choc, favoriser le renforcement des compétences et des capacités et l'adoption de pratiques commerciales plus vertes et plus durables.

3

**Mettre en œuvre des plans de gestion des destinations conçus sur mesure visant la durabilité et la diversité des destinations.** Ces plans doivent être souples, dotés de ressources suffisantes, assortis de dispositifs de suivi efficaces et associer une grande diversité d'acteurs. Œuvrer en faveur d'une gestion durable des destinations peut constituer la première étape des actions visant à renforcer la résilience des destinations.

4

**Favoriser une collaboration plus étroite entre tous les niveaux de l'écosystème du tourisme.** Forts de la coopération étroite observée pendant la pandémie entre les secteurs public et privé, et d'une collaboration internationale renforcée, les responsables de l'action publique peuvent poser les bases d'une approche plus intégrée de la gestion de l'écosystème du tourisme.

5

**Produire des données permettant d'observer de près la capacité de résilience.** Il est nécessaire de connaître les sources de données robustes et comparables constituant des indicateurs de résilience, et de tenir compte des manques dans les ensembles de données actuels, pour être en mesure d'apporter des réponses rapides et de prendre des décisions efficaces en cas de nouvelles crises.

## Promouvoir une reprise verte du tourisme



La relation que le tourisme entretient avec l'environnement naturel est complexe en ce sens que l'environnement est un élément d'attractivité pour les visiteurs, mais qu'il subit les conséquences des activités touristiques. On observe des progrès significatifs s'agissant de l'intégration systématique de la notion de durabilité dans les politiques du tourisme, mais il reste encore beaucoup à faire, et de façon urgente, pour traduire les engagements environnementaux en actions et résultats concrets.

En effet, il est urgent d'agir pour réduire les émissions de carbone et la pollution, améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation efficiente des ressources, et enrayer l'érosion de la biodiversité et la destruction des écosystèmes provoquées par les activités touristiques. Afin de concrétiser la dynamique qui s'est enclenchée en faveur de modèles plus verts du tourisme et promouvoir un développement résilient face au changement climatique, les décideurs doivent composer avec plusieurs problèmes systémiques et aigus, notamment le financement, les pénuries de main d'œuvre et de compétences, l'inefficacité des infrastructures et l'intégration des politiques du tourisme.

C'est l'occasion ou jamais d'intégrer des mesures vertes dans les plans de relance du tourisme et de faire en sorte que la transition verte ne soit pas sacrifiée au nom des efforts visant à relancer le tourisme par la demande. Des mesures visant à développer une « culture carbone » et la capacité à repérer les risques climatiques, et à faciliter le transfert des connaissances et l'accès aux données, peuvent aider les responsables publics et les touristes à prendre des décisions plus éclairées à l'appui d'une croissance durable du tourisme.



En Nouvelle-Zélande, une feuille de route pour l'adaptation du tourisme a été élaborée à l'intention des communautés locales afin qu'elles puissent réagir aux impacts climatiques. La feuille de route est alignée sur le plan de transformation de l'industrie de 2021 et réunit des dirigeants des secteurs public et privé pour étudier l'état des ressources naturelles et s'engager dans des actions prioritaires.

## Encourager les modèles commerciaux et les destinations de tourisme



Il est nécessaire d'adopter en matière de tourisme des modèles économiques plus verts qui améliorent le bilan environnemental des destinations, tout en procurant des avantages aux populations locales. Les politiques publiques doivent permettre d'offrir des solutions de voyages durables, d'aider les entreprises à réduire leur impact environnemental et encourager l'élaboration de solutions innovantes dans l'ensemble de la filière touristique. Grâce à des approches participatives portées par les acteurs locaux de la gestion des destinations et

de la conception d'expériences touristiques, il est possible d'atteindre cet objectif et d'obtenir des retombées positives pour les acteurs locaux.

Si les pouvoirs publics ont redoublé d'efforts pour renforcer les capacités en matière de durabilité, favoriser l'innovation et mesurer les performances du tourisme, il reste encore beaucoup à faire pour intégrer ces initiatives dans les futurs cadres du tourisme.



Le programme d'incitation au tourisme vert d'Afrique du Sud est un programme d'incitation à l'efficacité des ressources qui aide les MPME à adopter des pratiques touristiques durables. Le programme finance des évaluations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, établissant les solutions vertes optimales pour chaque établissement audité.

De fait, qui dit bonne gouvernance dit suivi et évaluation. Il faut aller plus loin pour mieux prendre la mesure des dimensions économique, environnementale et sociale du tourisme, élaborer des indicateurs et des outils à jour et

robustes permettant de suivre l'efficacité des politiques du tourisme ainsi que le degré de résilience et de durabilité du développement touristique.



En Norvège, la plateforme CO2rism a été développée dans le cadre de la stratégie nationale pour le tourisme 2022 afin de mesurer les émissions de CO2 associées aux déplacements vers et à l'intérieur de la Norvège. Elle permet aux voyageurs de comprendre leur impact et aux destinations de comprendre les profils d'émissions des touristes.



## Pour œuvrer en faveur d'un tourisme plus vert, les décideurs publics doivent s'attacher à :

- 1** **Élaborer des stratégies à long terme** présentant une conception de l'avenir du tourisme placée sous le signe de la durabilité, étayées par des plans d'action définissant clairement les responsabilités et assortis d'objectifs intermédiaires et d'objectifs mesurables pour favoriser une reprise verte.
- 2** **Tirer parti de l'intervention des pouvoirs publics dans la promotion de la transition verte** pour donner l'exemple et veiller à ce que toutes les infrastructures touristiques ayant fait l'objet de marchés publics ou financées par des fonds publics respectent les normes environnementales les plus strictes et contribuent à un développement touristique résilient face au climat.
- 3** **Améliorer la coordination de la prise de décision dans le domaine du tourisme,** à la fois horizontalement et verticalement, afin d'harmoniser les actions et de mobiliser des soutiens en faveur de la transition verte. Au niveau de l'administration, cela permettra d'assurer la cohérence et l'efficacité des politiques, mais aussi de mobiliser des ressources à tous les niveaux et auprès de différents ministères. Au niveau des entreprises, des décisions concertées peuvent permettre aux chaînes de valeur du tourisme de gagner en durabilité et en résilience, de maximiser les retombées locales et de faire progresser les principes de l'économie circulaire.
- 4** **Élaborer des cadres de suivi permettant de mesurer les avancées,** puis les perfectionner, à l'aide de données et d'indicateurs solides et pertinents et utiliser ces indicateurs pour mettre en œuvre un ensemble de politiques et d'interventions fondées sur des données probantes visant à promouvoir des pratiques touristiques plus vertes.
- 5** **Renforcer les capacités et les connaissances pour soutenir l'action en faveur de l'écologisation pour tous les acteurs du système touristique.** Les gouvernements peuvent favoriser l'apprentissage et l'échange et soutenir des produits ou des modèles commerciaux alternatifs pour promouvoir la compréhension des concepts de durabilité, en donnant aux gens les moyens de faire des choix de voyage durables, ou en aidant les entreprises touristiques à mesurer et à réduire leurs émissions de GES et leur impact environnemental.

L'édition 2022 de la publication Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE fait suite à près des trois années inédites et particulièrement éprouvantes pour l'économie du tourisme, et intervient dans un contexte d'incertitude autour d'une reprise qui avait pourtant commencé à s'enraciner. Elle livre une analyse de l'évolution du secteur et des mesures prises dans 50 pays Membres et pays Partenaires de l'OCDE à l'appui de la reprise ainsi qu'un examen des principaux défis qui se posent dans ce contexte et des perspectives qui s'offrent au tourisme, et met en évidence la nécessité d'adopter des approches coordonnées et tournées vers l'avenir pour mettre le secteur sur la voie d'un avenir plus résilient, plus durable et plus inclusif. On y trouve des exemples de pratiques mises en œuvre par les pays, des données factuelles sur le poids de l'économie du tourisme, ainsi que des chapitres thématiques apportant des éclairages sur les moyens de renforcer la résilience de l'écosystème touristique et de promouvoir une reprise verte du tourisme. Ce rapport a été réalisé en coopération avec l'Union européenne.

Lire OECD Tourism Trends and Policies 2022:



Plus d'informations: [www.oecd.org/cfe/tourism](http://www.oecd.org/cfe/tourism)

**Suivez-nous sur**



@OECD\_local #OECDregions |



/company/oecd-local



**blog:** [oecdcoigito.blog/](http://oecdcoigito.blog/)



Cofinancé par  
l'Union européenne